

ces—responsable des problèmes de pollution à l'époque—et ayant reçu alors le même genre de réponse, je voudrais demander au ministre s'il compte veiller en personne à ce que quelque chose soit fait à présent afin que nous n'ayons pas à assister, bon an mal an, à une pollution massive de nos rivières sans que le gouvernement fasse quoi que ce soit?

L'hon. M. Davis: Oui, monsieur l'Orateur.

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster): Le ministre se lèvera-t-il de bonne heure un de ces jours pour aller faire une promenade en compagnie du député de Prince Edward-Hastings et contempler cette horreur?

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Hees: Ce serait pour moi un grand plaisir que d'accompagner le ministre.

M. Jerome: Ce n'est pas une façon de parler de George. Il n'est pas une telle horreur!

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES SECOURS AUX RÉFUGIÉS PAKISTANAIS—LA CONTRIBUTION CANADIENNE ET L'OFFRE DU ROYAUME-UNI

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Selon les nouvelles, le Royaume-Uni verserait, par l'intermédiaire des Nations Unies, une somme fort importante—environ un million de livres sterling, a-t-on dit—au fonds de secours pour les réfugiés du Pakistan oriental; le ministre nous dirait-il si le gouvernement canadien songe ou songera à faire une contribution semblable en empruntant les mêmes voies?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, nous recevons présentement des renseignements du commissaire des Nations Unies pour les réfugiés concernant l'étendue du problème et nous commençons à recevoir des demandes d'aide d'ordre général. Cette question est à l'étude et j'espère être en mesure de faire une annonce sous peu.

LA CONCENTRATION DE TROUPES À LA FRONTIÈRE INDO-PAKISTANAISE—LE CANADA ET LES NATIONS UNIES

M. Andrew Brewin (Greenwood): Compte tenu du fait que des troupes sont massées des deux côtés de la frontière entre l'Inde et le Pakistan ainsi que de la situation explosive qui existe là, le gouvernement canadien voudrait-il demander aux Nations Unies d'exercer leur influence et de chercher à obtenir le retrait de ces troupes, ce qui réduirait les dangers de conflit dans cette région?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Je ne saurais dire si ce serait la meilleure façon d'atteindre un but que nous approuvons tous, mais nous faisons de notre mieux en vue d'éviter que la situation ne s'aggrave, éviter un conflit qui, j'en conviens avec le député, serait une affaire des plus tragiques.

[L'hon. M. Hees.]

LE LOGEMENT

LE CAS DU COLLÈGE ROCHDALE À TORONTO

M. W. C. Scott (Victoria-Haliburton): Ma question s'adresse au ministre d'État chargé de l'habitation et porte sur l'hypothèque de la SCHL sur le collège Rochdale à Toronto. A-t-il pris une décision quant au règlement du cas Rochdale?

L'hon. Robert K. Andras (ministre d'État): Je l'annoncerai à la Chambre lorsque cette décision sera prise. Il n'y en a pas en ce moment.

M. Scott: Comme le ministre répète cette réponse depuis six semaines ou deux mois, je donne préavis que je vais soulever cette question à l'ajournement.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'EMPRISE ÉTRANGÈRE—LE LIVRE BLANC ET LA PRÉSENTATION DU BUDGET

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Ma question s'adresse au ministre du Revenu national. Comme il est nécessaire que le gouvernement fasse connaître ses politiques sur toutes les questions touchant l'investissement au Canada, surtout l'investissement étranger, le ministre voudrait-il assurer la Chambre qu'on donnera une plus grande priorité au Livre blanc sur la propriété étrangère afin qu'il soit déposé en même temps que le budget le mois prochain?

L'hon. Herb Gray (ministre du Revenu national): Je ne suis pas en mesure de donner une telle assurance.

* * *

L'HÔTEL DE LA MONNAIE

LES RUMEURS DE DÉMÉNAGEMENT DES INSTALLATIONS

M. Craig Stewart (Marquette): Ma question s'adresse au ministre des Approvisionnements et Services. Négocie-t-on actuellement le déménagement de l'Hôtel de la Monnaie à Winnipeg et, si oui, où en sont ces négociations?

M. l'Orateur: A l'ordre. Il me semble qu'on a posé la même question hier.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES ÉTATS-UNIS ET LES EXPORTATIONS DE BŒUF CANADIEN

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Puis-je poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce? Comme, d'une part, les journaux ont annoncé que le département de l'agriculture des États-Unis envisageait de protester auprès du gouvernement canadien contre l'augmentation de nos exportations de bœuf vers ce pays, et comme, d'autre part, on craint aux États-Unis qu'une